

## Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°01 - semaine du 1 au 7 janvier 2021

### Résumé

**Asie du Sud :** Publication du rapport *Global Economic Prospects 2020* de la Banque mondiale.

**Afghanistan :** Le Parlement rejette pour la seconde fois la proposition de budget pour l'exercice 2021.

**Bangladesh :** Ralentissement de l'inflation en fin d'année. Tassement des exportations au terme du premier semestre de l'exercice 2020/21. Nouvelles prévisions de croissance de la Banque mondiale et du FMI pour la même période.

**Bhoutan :** Hausse de la production hydroélectrique de 31% en 2020. Le taux d'inflation à 7,8 % en glissement annuel pour le mois d'octobre.

**Inde :** *Indicateurs macroéconomiques :* Contraction du PIB à hauteur de 7,7% pour l'exercice budgétaire en cours selon l'Institut national des statistiques. Tandis que la Banque mondiale est plus pessimiste. Excédent du solde de la balance des transactions courantes pour le second trimestre consécutif. Forte augmentation des investissements étrangers au terme du second trimestre 2020/21. Augmentation du taux de chômage en décembre. Expansion du secteur manufacturier pour le cinquième mois consécutif. Recul de la performance des services en décembre, toutefois toujours en expansion. *Finances publiques :* Le déficit budgétaire déjà équivalent à 135,1% de la cible fixée au terme des huit premiers mois de l'exercice 2020/21. Collecte record de la *Goods and Services Tax* (GST) en décembre.

**Maldives :** Signature d'un accord franco-maldivien dans le cadre de l'initiative sur la suspension du service de la dette. Prévisions de croissance du PIB à 13,9 % pour 2021.

**Népal :** Signature d'un accord de prêt avec la Banque asiatique de développement pour la modernisation du réseau électrique. Forte baisse des promesses d'investissements directs étrangers au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21.

**Pakistan :** Stabilisation du taux de change de la roupie avec le dollar depuis 3 mois. L'inflation semble se stabiliser à un niveau compatible avec les projections du FMI. Prévision de croissance de la Banque centrale (SBP) pour 2021 dans une fourchette 1,5-2,5 %.

**Sri Lanka :** Hausse du taux de chômage au terme du 3ème trimestre 2020. La Banque centrale présente sa feuille de route pour 2021. Maintien des restrictions sur les mouvements de capitaux jusqu'au 30 juin. Annonce d'un investissement sino-sri-lankais d'1 Md USD dans le cadre du projet *Colombo Port City*.

## INFORMATIONS REGIONALES

- **Publication du rapport *Global Economic Prospects 2020* de la Banque mondiale.** La pandémie a eu un impact considérable sur l'ensemble de la région qui voit sa croissance se contracter de 6,7% en 2020. Les anticipations de rebond restent modérées pour les deux prochaines années (3,3% en 2021 et 3,8% en 2022) et surtout très incertaines. Comme pour l'ensemble des prévisionnistes, la Banque mondiale conditionne en effet une reprise économique à une maîtrise de la situation sanitaire et souligne les nombreux risques potentiels qui, s'ils se matérialisaient, pourraient se traduire par une situation encore plus dégradée.

Année calendaire	2020	2021	2022	Ecart par rapport à la prévision de Juin 2020 (en pp)	
				2020	2021
Afghanistan	-5,5	2,5	3,3	0	1,5
Maldives	-21,5	9,5	11,5	-8,5	1
Sri Lanka	-6,7	3,3	2	-3,5	3,3

  

Exercice budgétaire	2019/20	2020/21	2021/22	Ecart par rapport à la prévision de Juin 2020 (en pp)	
				2019/20	2020/21
Bangladesh	2	1,6	3,4	0,4	0,6
Bhoutan	0,7	-0,7	2,3	-0,8	-2,5
Inde	4,2	-9,6	5,4	0	-6,4
Népal	0,2	0,6	2,5	-1,6	-1,5
Pakistan	-1,5	0,5	2	1,1	0,7

## INFORMATIONS PAYS

## AFGHANISTAN

- **Le Parlement afghan rejette la proposition de budget pour l'exercice 2021 pour la seconde fois.** Le plan budgétaire pour l'exercice 2021 (21 décembre 2020 – 20 décembre 2021) avait déjà été rejeté le mois dernier en raison de sa soumission tardive au parlement afghan, ainsi qu'en raison des manquements constatés. Des parlementaires estiment qu'un certain nombre d'amendements nécessaires au plan budgétaire, suggérés par les députés lors du premier examen, n'ont pas été pris au sérieux par le ministère des Finances.

## BANGLADESH

- **Ralentissement de l'inflation en fin d'année.** Après trois mois consécutifs de hausse jusqu'en octobre, liés à l'impact des mesures de confinement, ainsi qu'aux typhons et inondations qui ont affecté les récoltes de mai à août derniers, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa tendance baissière en décembre dernier, à la ville comme à la campagne. Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint 5,3% en g.a. en décembre 2020, un étiage sur les douze derniers mois. L'indice des produits alimentaires s'établit à 5,3% en décembre, et celui des autres produits à 5,2%. En moyenne sur les douze derniers mois, la hausse des prix de détail est évaluée à 5,7% contre 5,6% un an plus tôt.

Sur l'exercice budgétaire 2019/20, l'inflation moyenne s'est élevée à 5,65% selon le Bureau des statistiques (5,7% selon le FMI) contre 5,5% un an plus tôt. Les prévisions pour l'année en cours tablent sur une inflation légèrement en repli selon le gouvernement (5,4%), mais un peu supérieure (5,9%) pour le FMI.

- **Tassement des exportations au terme du premier semestre 2020/21.** Selon l'*Export Promotion Bureau (EPB)*, les exportations ont baissé de 0,5% en décembre 2020 en g.a. et s'élèvent à 19,2 Mds USD sur la période de juillet à décembre, contre 19,3 Mds USD un an plus tôt. Les ventes de textile-habillement (15,5 Mds USD) reculent de 3% et les articles de cuir de 6% (446 M USD) alors que les autres secteurs progressent sensiblement : +30% pour le jute, +48% pour le linge de maison, 18% pour les produits pharmaceutiques, etc.

L'année calendaire 2020 aura été marquée par un recul historique de 17% des exportations de la filière (27,5 Mds USD) et une baisse de 14,6% des exportations du pays (33,6 Mds USD), qui atteignent un étiage depuis 5 ans. Pour autant, le gouvernement anticipe une progression des exportations de 15% en valeur sur l'exercice budgétaire 2020/2021, et de 11% les deux années suivantes.

- **Nouvelles prévisions de croissance de la Banque mondiale (1,6%) et du FMI (4,4%) pour 2020/21.** La Banque mondiale prévoit une croissance de 2% en 2019/20 et de 1,6% pour l'exercice en cours. Cette lente reprise s'expliquerait par une faible demande, des capacités de financement restreintes et les inondations de l'été 2020 qui ont réduit la production agricole. D'après l'institution, la crise touchera principalement le secteur industriel en 2020/21 (-0,9%), beaucoup plus que le secteur des services (+2,9%) et de l'agriculture (+2,6%). La Banque anticipe un rebond d'à peine 3,4% en 2021/22, très loin des résultats de 2018/19 (+8,2%).

Plus optimiste, le FMI anticipe de son côté une croissance pour 2020/21 à 4,4%, mais une révision à la baisse par rapport aux données de juin 2020 (5,7%). Sur le moyen terme (2022-2025), le Fonds projette une croissance plus robuste de 7,3%, identique aux projections de moyen-terme pré-Covid. Pour l'exercice budgétaire en cours, les prévisions de croissance, dans un contexte de grandes incertitudes, varient fortement en fonction des sources : 1,6% (BM) ; 4,4% (FMI) ; 6,8% (BAsD) et 7,4% (gouvernement).

## BHOUTAN

- **Hausse de la production hydroélectrique de 31% en 2020.** Alors que presque tous les secteurs de l'économie ont été durement touchés en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, l'hydroélectricité a connu une croissance significative avec une augmentation de la production d'énergie de 31,45%. Selon la *Druk Green Power Corporation (DGPC)*, la production totale des 6 centrales hydroélectriques en fonctionnement est passée à 11 364 M d'unités (MU) en 2020, contre 8645 MU en 2019. L'augmentation de la production est attribuée à des pluies plus abondantes et à la mise en service du projet Mangdechhu. Pour rappel, le secteur de l'hydroélectricité pesait 26% du PIB, 28% des exportations et 22% des recettes pour le dernier exercice budgétaire écoulé.
- **L'inflation en hausse de 7,8 % en glissement annuel pour le mois d'octobre.** Selon les chiffres du Bureau National des Statistiques, l'accélération de l'inflation est imputable à la hausse des prix de la viande de 30% en g.a. suivie par celle des légumes (+20%) et les fruits produits laitiers (+15%).

## INDE

### Indicateurs macroéconomiques

- **Contraction du PIB à hauteur de 7,7% pour l'exercice budgétaire en cours selon l'Institut national des statistiques.** La prévision est plus pessimiste que celle effectuée par la Banque centrale (-7,5%) lors de son dernier examen de la politique monétaire en décembre. Du côté de l'offre, le commerce, l'hôtellerie, les transports, la construction et les mines (44% de la valeur ajoutée) afficheront une contraction à deux chiffres tandis que le secteur manufacturier devrait afficher une contraction de 9,4%. Seuls les secteurs agricole et électrique devraient rester en expansion (respectivement 3,4% et 2,7%).

Selon l'optique des dépenses, à l'exception de la consommation publique, qui devrait augmenter de 5,8%, les autres moteurs de la demande seraient en forte baisse : la consommation privée et la formation brute de capital fixe devraient se contracter respectivement de 9,5 et de 14,5%.

- **Tandis que la Banque mondiale est plus pessimiste.** L'économie devrait se contracter de 9,6% en 2020/21, en raison d'une forte baisse des dépenses des ménages et de l'investissement privé et devrait rebondir à 5,4% en 2021/22, une prévision moins optimiste que la plupart des prévisionnistes. Le secteur informel, qui représente les quatre cinquièmes de l'emploi, a également subi de graves pertes de revenus pendant la pandémie. La Banque mondiale a revu à la baisse ses perspectives pour l'économie mondiale et a averti que la situation pourrait se détériorer si les infections à la Covid-19 s'accéléraient ou si le déploiement du vaccin était retardé.
- **Excédent du solde de la balance des transactions courantes pour le second trimestre consécutif.** D'après les chiffres publiés par la Banque centrale, la balance des transactions courantes présente un solde excédentaire équivalent à 2,4% du PIB au terme du T2 2020/21 (juillet-septembre 2020) contre un déficit de 1,1% du PIB un an plus tôt et après un excédent de 3,8% du PIB au T1 2020/21. Ce surplus s'explique, comme pour le T1 2020/21, par la faiblesse des importations de biens (90,4 Mds USD au T2 2020/21 contre 119,6 Mds USD un an plus tôt) tandis que les exportations ont quasiment retrouvé leur niveau près pandémie (75,6 Mds USD contre 80 Mds USD). En conséquence, le déficit de la balance commerciale a été ramené de 5,7% du PIB au terme du T2 2019/20 à 2,3% du PIB au terme du T2 2020/21. Dans le même temps, les balance des services et les transferts des expatriés se sont maintenus à niveau.
- **Forte augmentation des investissements étrangers au terme du second trimestre 2020/21.** Après 800 M USD de sorties nettes au T1 2020/21 (avril-juin 2020), les Investissements Directs Etrangers (IDE) ont de nouveau afflué vers l'Inde pour atteindre 24,6 Mds USD au terme du T2 2020/21, soit l'équivalent de 3,9% du PIB (contre 7,3 Mds USD équivalents à 1% du PIB un an auparavant). Dans le même temps, les investissements de portefeuille ont été portés de 2,5 Mds USD au terme du T2 2019/20 à 7 Mds USD au terme du T2 2020/21.
- **Augmentation du taux de chômage en décembre.** Selon le Centre pour le suivi de l'économie indienne (CMIE), agence privée référence en matière d'emploi en Inde, le taux de chômage a fortement augmenté pour atteindre 9,1% en décembre 2020 (après 6,5% en novembre). Il s'agit du taux de chômage le plus élevé depuis la fin du confinement en juin. Le nombre de chômeurs a été porté de 27,4 à 38,7 M entre novembre et décembre. Le nombre moyen de chômeurs en 2019/20 était de 33,3 M.

La montée du chômage en décembre s'explique en partie par l'incapacité du secteur agricole à absorber l'afflux de main-d'œuvre alors que les récoltes de *rabi* ne commencent qu'en janvier ou février selon les régions. Parallèlement, la population active est passée d'environ 421 M en novembre à 427 M en décembre.

- **Expansion du secteur manufacturier pour le cinquième mois consécutif.** La composante manufacturière de l'indice PMI des directeurs d'achat a été portée de 56,3 en novembre à 56,4 en décembre, marquant une expansion continue depuis août. Les producteurs de biens ont continué à acheter des intrants supplémentaires en décembre, ce qui a aidé les entreprises à augmenter leurs stocks de préproduction (rythme de croissance le plus rapide depuis mars 2011). Les stocks de produits finis ont de nouveau diminué, les stocks de post-production diminuant en raison de la forte croissance des ventes. En moyenne en 2020, l'indice PMI s'établit à 49,4 contre 52,2 un an auparavant.
- **Recul de la performance des services en décembre, toutefois toujours en expansion.** L'indice PMI des services a quant à lui été ramené de 53,7 en novembre à 52,3 en décembre, toujours en expansion pour le troisième mois consécutif. Les données sous-jacentes montrent que c'est le marché intérieur qui est la principale source de nouveaux gains commerciaux puisque les nouvelles commandes en provenance de l'étranger ont à nouveau diminué. En moyenne en 2020, l'indice PMI s'établit à 41,7 contre 51,5 un an auparavant.

## Finances publiques

- **Le déficit budgétaire déjà équivalent à 135,1% de la cible fixée au terme des huit premiers mois de l'exercice 2020/21.** Les chiffres publiés par le Contrôleur général des comptes publics (CGA) indiquent un déficit de 10 755 Mds INR (environ 120 Mds EUR) en novembre 2020 à comparer à 8 078 Mds INR équivalent à 114,8% de la cible un an plus tôt. Les données du CGA montrent une sous-réalisation des recettes équivalentes à seulement 37% de l'objectif sur l'exercice (contre 48,6% de l'objectif un an auparavant). Les collectes de recettes fiscales (qui représentent près de 83% du total) s'améliorent dans le sillage de la GST (voir *infra*), mais enregistrent tout de même une perte de près de 3 points de pourcentage par rapport à la même période un an auparavant. Les dépenses totales se sont établies à 19 064 Mds INR (212 Mds EUR) soit 62,7% de l'objectif annuel (contre 65,3% un an plus tôt). Pour rappel, lors de la présentation du budget en février dernier, la cible de déficit budgétaire avait été fixée à 3,5% du PIB pour l'exercice en cours.
- **Collecte record de la Goods and Services Tax (GST) en décembre.** D'après les chiffres publiés par le ministère des Finances, près de 1 150 Mds INR (environ 12,7 Mds EUR) ont été collectés au titre de la GST, taxe équivalente à la TVA, soit une augmentation de 11,6% en glissement annuel. Il s'agit de la collecte la plus importante depuis la mise en place de cette taxe en 2017 ainsi que le troisième mois consécutif de collecte supérieure à 1000 Mds INR. En décembre, la part de la GST liée à l'importation de biens a augmenté de 27% en g.a. tandis que celle liée aux transactions internes (comprenant l'importation de services) a augmenté de 8% dans le même temps.

## MALDIVES

- **Signature d'un accord franco-maldivien dans le cadre de l'initiative sur la suspension du service de la dette (ISSD).** Le 31 décembre, l'Ambassadeur de France à Sri Lanka et aux Maldives et le Haut-commissaire de Maldives à Sri Lanka ont signé un accord bilatéral en application de l'ISSD décidée en avril 2020 par le Club de Paris et les pays du G20. Pour mémoire, cette initiative prévoit une suspension temporaire, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> décembre 2020, du service de la dette pour les pays les plus vulnérables dont font partie les Maldives. Fin décembre, les Maldives ont signé des accords bilatéraux similaires avec le Etats-Unis et le Japon.
- **Prévisions de croissance du PIB à 13,9% pour 2021.** La Banque centrale des Maldives prévoit une croissance de 13,9% pour 2021 après une contraction du PIB qui pourrait s'élever à 29,3% en 2020. Sur les 11 premiers mois de l'année 2020, les arrivées de touristes ont baissé de 70% malgré une légère reprise à partir d'août 2020. Sur les 10 premiers mois de l'année, les recettes budgétaires ont baissé de 37%. A la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre, la dette publique avait augmenté de 10% par rapport à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. Elle représentait 110% du PIB.

## NEPAL

- **Signature d'un accord de prêt avec la Banque asiatique de développement pour la modernisation du réseau électrique.** Le ministère des Finances et la BASD ont signé un accord de prêt d'une valeur de 18,25 Mds NPR (126 M EUR) pour la modernisation du réseau électrique du Népal. L'accord a été signé par le secrétaire adjoint du ministère des Finances, Shree Krishna Népal, et par Rudy Van Dale, le représentant pays de l'Institution. L'objectif principal est d'améliorer le système de transport et de distribution d'électricité.
- **Forte baisse des promesses d'investissements directs étrangers au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21.** D'après les chiffres publiés par le ministère de l'Industrie, les promesses d'IDE ont été ramenées à 21,1 Mds NPR (146 M EUR) entre la mi-juillet et la mi-décembre, soit une contraction de 22,9% en glissement annuel. 108 entreprises auraient manifesté leur intérêt à investir au Népal (contre 144 un an plus tôt), dont 98 sont originaires de Chine. L'investissement chinois proposé (83% du total des promesses) concerne principalement les secteurs du tourisme et des services.

## PAKISTAN

- **Stabilisation du taux de change de la roupie contre dollar depuis 3 mois**, à 158/159 PKR / USD. Elle retrouve ainsi presque son niveau du début d'année (154,8 PKR/USD en janvier) après avoir atteint un étiage à 168,4 PKR/USD le 26 août. Pour autant, la politique monétaire de la Banque centrale ne vise pas à maintenir à tout prix un niveau de change particulier avec le dollar, mais d'accompagner un glissement contrôlé compatible avec la stratégie de reconstitution des réserves entamées depuis la mise en place du programme du FMI. Pour rappel, les réserves de la SBP étaient tombées à moins de 3 semaines en 2018 avant de se redresser, sous l'autorité du nouveau gouverneur, pour atteindre 3,7 mois d'importations en fin d'année.

Pour soutenir cette stratégie monétaire, les adjudications prévues durant le S1 2021, atteindront 3 620 Mds PKR et se décomposent comme suit : 2 900 Mds PKR de bons du Trésor ( 1 050 Mds PKR à échéance de 3 mois, 975 Mds PKR à 6 mois et 875 Mds PKR à 12 mois). Le gouvernement lèvera également 270 Mds PKR par le vecteur des obligations d'Etat émises pour 300 Mds PKR à taux fixe et 270 Mds PKR à taux variables. Enfin, une adjudication d'obligations issues de la finance islamique, « *Ijara Sukuk* » est planifiée avec une maturité de 5 ans pour un montant de 150 Mds PKR.

- **L'inflation semble se stabiliser à un niveau compatible avec les projections du FMI.** Après avoir atteint un pic en janvier 2020 avec 14,6%, l'inflation connaît un fort repli depuis pour atteindre un plateau autour de 8,2% dès le mois de mai et 8,3% en novembre, en glissement annuel. Pour autant, le calcul de l'indice ne reflète que très imparfaitement le différentiel entre la hausse réelle et celle perçue par le consommateur en raison notamment d'une pondération des postes de dépenses très artificielle. Ainsi, les denrées alimentaires comme les produits essentiels (blé, riz, sucre..) ont connu des hausses très importantes. Pour exemple, le kg de farine est passé de 45 PKR à 67 PKR tandis que le kg de sucre suivait la même trajectoire en passant de 71 PKR à 100 PKR. Et pour faire face à une pénurie annoncée, le gouvernement a dû importer en urgence, 1,6 M T de blé pour une valeur de 407,5 MUSD ainsi que 250 000 Mt de sucre facturés 115MUSD. C'est dans ce contexte de fortes tensions sur les marchés des « commodities », que la pandémie a poussé 23 millions de pakistanais supplémentaires sous le seuil de pauvreté.
- **Prévision de croissance de la Banque centrale (SBP) pour 2021 dans une fourchette 1,5-2,5%**, tandis que la Banque mondiale table sur un scénario de 2% avec un potentiel de 4% sur l'ensemble de l'année 2021 si l'impact de la pandémie s'estompait. Selon la Banque centrale, les performances attendues de l'économie pakistanaise restent très dépendantes de facteurs exogènes, tels que le montant des transferts des salariés expatriés (25 Mds USD attendus cette année) autant que de la collecte fiscale qui devrait progresser de 15%, mais dont le déficit demeure élevé à 7% du PIB, résultat toujours très éloigné cependant de la cible fixée par le FMI.

## SRI LANKA

- **Augmentation du taux de chômage au terme du 3<sup>ème</sup> trimestre 2020**, à 5,8% de la population active contre 4,8% fin décembre 2019. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 11 ans. Cette augmentation du taux de chômage s'explique par le ralentissement économique consécutif à la crise sanitaire. De surcroît, ce chiffre masque un fort sous-emploi. Le taux d'activité est en baisse. Fin septembre, la population en activité ne représentait que 51% de la population en âge de travailler contre 52,3% fin 2019. Le taux d'activité est particulièrement bas chez les femmes (32,5%) contre 72,4% chez les hommes.
- **La Banque centrale présente sa feuille de route pour 2021.** Le 5 janvier, le Gouverneur a présenté la feuille de route de son Institution pour 2021. Au cours de cette année, la Banque centrale poursuivra sa politique monétaire accommodante afin de soutenir l'activité économique tout en maintenant l'inflation dans sa cible (entre 4 et 6%). Ainsi la Banque centrale table sur une croissance de 14% des crédits au secteur privé. Des objectifs de volume de

prêts par secteurs prioritaires seront fixés aux banques. La Banque centrale maintiendra sa politique de taux de change flottant, mais le Gouverneur a précisé qu'elle interviendrait pour limiter la volatilité le cas échéant. Il a aussi annoncé le renforcement des mesures pour lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme dans le sillage du retrait, en 2020, du Sri Lanka de la liste des pays à haut risque par l'Union européenne. Pour l'année 2020, la Banque centrale prévoit une contraction de 3,9% du PIB (-6,7% selon la Banque mondiale).

- **Maintien des restrictions sur les mouvements de capitaux jusqu'au 30 juin.** La Banque centrale a annoncé que compte tenu de la pression sur les comptes extérieurs et sur la Roupie, les restrictions sur les mouvements de capitaux en vigueur seraient prorogées jusqu'au 30 juin. Pour mémoire, le gouvernement a également prorogé l'interdiction temporaire concernant les importations non-essentiels.
- **Annonce d'un investissement sino-sri-lankais d'1 Md USD dans le cadre du projet Colombo Port City.** *China Harbour Engineering Company* (CHEC) et le groupe privé sri-lankais LOLC ont signé un accord prévoyant un co-investissement d'1 Md d'USD dans le projet *Colombo Port city*. Dans une première phase, 450 M USD devraient être investis dans des projets immobiliers (commercial et résidentiel). Pour mémoire, *Colombo Port city*, projet lancé par CHEC en 2014, consiste à développer une zone de 269 hectares gagnés sur la mer et connectée au centre-ville. Le montant de l'investissement réalisé par CHEC pour viabiliser cette zone est évalué à 1,4 Mds USD. Un projet de loi sera soumis prochainement au parlement pour faire de *Colombo Port City* un centre financier offshore. LOLC, l'un des principaux conglomérats sri-lankais, est présent dans le secteur financier, l'agriculture, la construction, les énergies renouvelables et le tourisme.

#### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



**Auteurs :** Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

**Copyright :** Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à [patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr](mailto:patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité :** Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Abonnement par email :** [patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr](mailto:patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr)

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.